

Pour l'insertion, l'emploi et les territoires

SOUTENONS

l'IAE et les Missions Locales !

CHANTIER
SCOLAIRE
NATIONAL

COORACE
Coopérative d'insertion sociale
et territoriale

EMMAUS
FAMILIALE

Fédération
des acteurs de
la solidarité

LE MOUVEMENT
DES
RÉGIES

RÉSEAU
COCAGNE

#tissons
la solidarité
pour que
personne ne soit
à l'écart
cours de 10 ans

Unai
UNION NATIONALE DES
ACTEURS DE L'INSERTION

Les
Missions
Locales

Budget 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 19 novembre 2025

Budget 2026 : des baisses de financement sans précédent dans le secteur de l'insertion et de l'emploi

Les 430 missions locales et le collectif national de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) se mobilisent pour alerter les parlementaires

L'Union nationale des Missions Locales (UNML) et le collectif national des réseaux de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) alertent sur les lourdes conséquences sociales et économiques des baisses de financements prévues dans le Projet de loi de finances (PLF) pour 2026.

Pour les Missions Locales, le PLF 2026 prévoit une baisse de 13% du financement des Missions Locales ce qui représenterait 1 081 suppressions d'emploi ETP (estimation UNML) dans les 430 Missions Locales qui maillent le territoire, et une dégradation certaine de la qualité de l'accompagnement des 1,1 million de jeunes accueillis chaque année dans les 6 800 lieux d'accueil des Missions Locales.

Des coupes budgétaires qui privent l'État de recettes

Du côté de l'Insertion par l'Activité Économique, la baisse annoncée de 14 % du budget global, soit près de 200 millions d'euros en une année, conduirait à la suppression de 20 000 ETP qui correspondent à 60 000 personnes de moins accompagnées. L'IAE rappelle que ces coupes budgétaires se traduiraient par moins de recettes pour l'État puisque 1 € d'aides rapporte a minima 1,5 € de recettes pour les comptes publics. (cotisations sociales, impôts et taxes, allocations évitées...)

Pour poursuivre la sensibilisation sur les risques de ces baisses drastiques, l'UNML et l'IAE se sont mobilisées le 18 novembre aux abords de l'Assemblée nationale lors d'un rassemblement de plus de 1000 personnes. Les commissions des finances et des affaires sociales de l'Assemblée nationale ont d'ailleurs entendu cette inquiétude en adoptant à la quasi-unanimité des amendements revenant sur ces projets de baisses.

L'UNML et l'IAE demandent que ces amendements soient votés en séance publique par l'ensemble de la représentation nationale.

Parallèlement l'UNML a proposé aux élus locaux, présidents et administrateurs du réseau des Missions Locales de signer et de partager [la tribune « Soutenons la jeunesse ! \(Budget 2026\) »](#), **signée à ce jour par 1 500 élues et élus.**

Cette tribune est notamment soutenue par des associations d'élus (Régions de France, l'Association des maires ruraux de France, France Urbaine et Intercommunalités de France), ainsi que par l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES).

De son côté, la [pétition citoyenne](#) lancée par l'UNML a recueilli à ce jour plus de 30 000 signatures.

Pour Stéphane Valli, président de l'UNML : *« Accompagner les jeunes vers l'insertion est un investissement pour l'avenir : chaque jeune qui trouve sa place dans l'emploi contribue à la vitalité économique et sociale de son territoire. Mettre en péril l'accompagnement des jeunes aujourd'hui, risque d'aggraver les inégalités et de freiner la compétitivité de l'économie française. »*

Les réseaux du collectif IAE, par la voix de Christian de Brunier, président de l'UNAI soulignent : *« Depuis plus de 40 ans les acteurs de l'Insertion par l'activité Economique ont œuvré, aux côtés de l'Etat et sous son contrôle, pour venir efficacement en aide aux personnes le plus éloignées de l'emploi grâce à la diversité de leurs dispositifs d'accompagnements. Ce budget fait peser un risque d'anéantissement du secteur, s'il devait rester en l'état. »*

Pendant le rassemblement du 18 novembre, l'UNML et le collectif national de l'IAE ont réitéré conjointement leurs demandes au Gouvernement et aux parlementaires de maintenir, a minima, leurs financements à hauteur de ceux de 2025.

À propos de l'UNML

L'Union nationale des Missions Locales (UNML), association loi 1901 créée en 2003, assure à la fois l'animation du réseau des Missions Locales et leur représentation auprès des acteurs publics, économiques et sociaux. Elle assure également la fonction de syndicat d'employeurs de la branche professionnelle des Missions Locales qui regroupe plus de 15 000 salariés.

Le réseau national des Missions Locales se compose de 430 structures, présidées par les élus locaux. Avec 6 800 lieux d'accueil, il maille l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. Ce sont plus de 1,1 million de jeunes qui sont accompagnés chaque année par les Missions Locales dans leur parcours d'insertion, avec la prise en compte globale de leurs attentes.

<https://www.unml.info>

Contacts médias

Claude Foucault – Agence JetCom – cf@jetcom.fr – 06 80 12 56 44

Édith Le Gourrier – Directrice du pôle Communication et Événementiel - UNML - elegourrier@unml.info - 06 35 82 20 46

A propos du collectif IAE

Les réseaux du collectif national IAE représentent les associations intermédiaires (AI), les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les entreprises d'insertion (EI), les entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) : Ces 6.000 S.I.A.E emploient chaque année près de 300.000 personnes en parcours d'insertion pour les ramener vers l'emploi classique grâce à un accompagnement personnalisé et des dispositifs adaptés.

Réseaux signataires : Chantier École ; Coorace ; Emmaüs France ; FAS ; Le Mouvement des Régies ; Réseau Cocagne ; Tissons la Solidarité ; Union Nationale des Associations Intermédiaires.

Contact média

Christophe Cevasco, Délégué national– UNAI – Christophe.cevasco@unai.fr - 06 20 77 59 34